

Groupe des élus de gauche, progressistes et écologistes

Communiqué de presse : « Une sectorisation des collèges qui pose question sur la méthode et le fond »

Le vendredi 26 janvier, lors de la Commission permanente du Conseil départemental de la Sarthe, les élus de notre groupe ont, une nouvelle fois, exprimé fermement leur désaccord au projet de sectorisation des collèges du Mans piloté par la majorité départementale en votant contre la délibération proposée.

Ce dossier révèle d'abord un problème de méthode qui soulève des questions sur le bon usage de l'argent public. En effet, en commandant à un cabinet extérieur un audit sur la sectorisation des collèges manceaux sans leur donner de réelles orientations, les travaux réalisés n'ont amené qu'à un équilibre comptable, où les collégiens ont été vus comme des pions que l'on peut déplacer, sans jamais prendre en compte la perspective sociale, pourtant mise en exergue par la publication des Indices de position social par l'Éducation nationale.

Malgré nos multiples alertes, le projet initial présenté avant les vacances d'été aux principaux des collèges manceaux a suscité un très vif émoi au sein des équipes éducatives conduisant le Conseil départemental à revoir totalement sa copie. Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater au regard des prises de position des enseignants et parents d'élèves des Sablons ou du cœur de ville du Mans que la concertation n'a pas été optimale.

Cette situation a conduit les membres du Conseil départemental de l'Éducation nationale, constitué des représentants des parents d'élèves, des syndicats et des élus, à s'opposé fermement à cette sectorisation le 14 novembre 2023.

Pourtant, la sectorisation des collèges publics sarthois était l'opportunité de se pencher avec sérieux sur l'avenir des collégiens sarthois.

Si le projet soumis au vote cet après-midi permet quelques ajustements, il ne répond pas aux attentes des enseignants et des parents d'élèves et relève d'une vision comptable de l'éducation. Il comporte également des propositions contraires à l'intérêt général comme la double sectorisation de la commune de Raudin qui risque de créer un précédent dommageable.

**Groupe des élus de gauche,
progressistes et écologistes**

Les élus de notre groupe déplorent la gestion hasardeuse de ce dossier important pour l'avenir des jeunes sarthois et demande à ce que le projet de sectorisation soit revu et corrigé en prenant en compte réellement un objectif ambitieux de mixité sociale et en répondant aux craintes exprimées par le CDEN.

Christophe Counil

Président du groupe des élus de gauche, progressistes et écologistes

